

La nécessité de nouveaux indicateurs de richesse

mercredi 9 mars 2005, par Dominique Meda
url: http://seminaire.samizdat.net/article.php3?id_article=62

« La nécessité de nouveaux indicateurs de richesse »

1) Bref retour historique sur notre actuelle notion de « richesse »

Il fut un temps où les économistes osaient encore employer ce terme de richesse : en 1820, Malthus publie ses Principes d'économie politique dont le premier chapitre est exclusivement consacré à la question de la définition de la richesse. Le texte s'ouvre par la théâtralisation de l'opposition entre deux courants de pensée : ceux qui ont donné une définition trop restrictive de la richesse (Les Physiocrates) et ceux qui ont donné une définition trop extensive et pensent que la richesse est : « tout ce que l'homme désire comme pouvant lui être utile et agréable ». « Cette dernière définition, précise Malthus, embrasse toutes les choses, matérielles ou intellectuelles, tangibles ou non, qui procurent de l'utilité ou des jouissances à l'espèce humaine ». Malthus va résolument critiquer cette dernière définition. Pourquoi ?

Parce que, argumente-t-il, nous ne pourrions « aborder aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement ». Voilà le terme important lâché : l'économiste ne cherche pas la « vraie » définition de la richesse, il sait même que s'il tentait de chercher quelque chose qui s'apparenterait à un « bonheur global brut » ce serait bien plus compliqué. Il cherche un moyen de permettre à chaque nation d'exhiber sa puissance et plus précisément d'exhiber, chaque année, et de la manière la plus précise possible, la manière dont sa richesse s'est accrue. Il cherche également, cela est clair, à stabiliser et à légitimer la science qui s'occupera de cette mesure.

Ne vont donc pouvoir rentrer dans le concept de richesse que les choses qui seront quantifiables et dont on pourra donc sans difficultés suivre l'accroissement. D'où l'extraordinaire conclusion de Malthus qui fixe à la fois le champ dont il sera question et la méthode qui aura seule le droit de mesurer les progrès accomplis : « si, avec Monsieur Say, nous voulons faire de l'économie politique une science positive fondée sur l'expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d'embrasser seulement, dans la définition du terme principal dont elle se sert, les objets dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation ; et la ligne qu'il est le plus naturel et le plus utile de tracer nettement est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels ».

La fin a justifié les moyens : c'est parce que l'on cherchait une réalité dont les accroissements pourraient être mesurés par une science en laquelle on pourrait avoir une totale confiance que cette définition là de la richesse a été donnée, au prix de certaines contradictions, dans lesquelles Malthus s'empêtré longuement, et au mépris d'un certain nombre d'évidences et du sens commun. C'est pour

cette raison que Malthus se croit obligé de préciser qu'un certain nombre de réalisations (les travaux du moraliste, du législateur, de tous ceux qui unissent leurs efforts pour établir un bon gouvernement...) « peuvent bien aider à augmenter la production » – c'est la question du travail improductif – et que « s'ils ne sont presque rien dans l'ordre de la production, cela ne signifie pas qu'ils n'aient aucune valeur. Quant à leur influence sur des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels, il serait plus exact d'en faire une classe à part, en les rangeant avec des choses dont plusieurs ne peuvent être, sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations. Estimer la valeur des découvertes de Newton ou les jouissances causées par les productions de Shakespeare et de Milton par le prix que leurs ouvrages ont rapporté, ce serait en effet une bien chétive mesure du degré de gloire et de plaisir qui en est résulté pour leur patrie ». D'un côté, la richesse, dont les accroissements se mesurent à travers des quantités et des prix. De l'autre quelque chose qui bien sûr fait partie de la richesse, mais qui a une valeur incomparable à son prix. Là encore l'économie fixe son pouvoir en reconnaissant certes l'infinie valeur d'un certain nombre de choses, qui, non mesurables ne seraient néanmoins jamais prises en compte.

La comptabilité nationale, conçue et mise en place dans la plupart des pays occidentaux un bon siècle plus tard, à partir de 1945 pour la France, va reprendre à peu de choses près cette conception : ce qui intéresse la comptabilité nationale, c'est la production, et plus précisément la production marchande. Il y a richesse s'il y a un produit et si ce produit est apporté sur le marché et approprié par quelqu'un. Ou, depuis 1976 (année où l'on inclue dans la production la production dite non marchande) si le produit est consommé par quelqu'un même s'il ne le paye pas à son prix. Ce qui compte, c'est que quelque chose soit « produit », c'est-à-dire ait fait l'objet d'une transformation et soit approprié. Et la comptabilité nationale n'a fait que reprendre cette idée que la richesse d'une société se mesure à la grosseur de son PIB.

Du 18^{ème} siècle à la CN : présence très forte de cette volonté d'exhiber sa puissance, premières estimations du revenu national au 18^{ème} rappelle Vanoli dans Une histoire de la comptabilité nationale, nécessité aussi au moment de la Reconstruction. Exhiber mais aussi caractère objectif du fait que par exemple au sortir de la guerre c'est bien la production qui importait.

Mais, n'y-a-il pas quelque chose d'anachronique dans le fait de conserver pour comparer les performances des sociétés leur capacité globale – fondée sur une moyenne - à produire et consommer. Cela peut se comprendre au sortir d'une guerre, dans des périodes de reconstruction ou dans des pays où la majeure partie de la population manque de tout mais sans doute pas dans des sociétés où on nous dit que ce qui compte est la matière grise ou dans des sociétés qui consomment déjà énormément mais où coexistent d'énormes capacités de consommation et des sous capacités de consommation ou encore dans des sociétés qui détruisent aussi beaucoup à l'occasion de la production : du capital naturel, des équilibres sociaux, des capacités individuelles à subsister....Bref, sans doute pas dans des sociétés qui doivent se maintenir c'est à dire certes continuer à produire et consommer, mais aussi à protéger leurs ressources naturelles, leur

cohésion sociale, leur potentiel de matière grise, leur capacité à permettre à chaque individu d'accéder à l'autonomie, tous éléments qu'on pourrait peut être rassembler sous le terme de développement humain comme l'a proposé le PNUD. Dès 1996 le PNUD affirmait : « le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. Il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain...Il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance, afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement ». C'est désormais la qualité de la croissance que nous devons privilégier en répondant aux questions suivantes : "la croissance, sous la forme qu'elle revêt, accroît-elle la sécurité, la liberté et le contrôle qu'ont les personnes sur leur destinée ? Favorise-t-elle l'équité, aujourd'hui et entre les générations ? est-elle respectueuse de la nature et de ses fonctions essentielles à la vie ? Est-elle susceptible de se traduire par une plus grande cohésion sociale et par une plus étroite coopération entre les individus ou engendre-t-elle des conflits et la désagrégation de la société ?"¹. Dans cette conception qui considère que le capital dont le développement nous importe est l'ensemble du « capital humain » et non la seule production, "les biens ne doivent pas être valorisés intrinséquement mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté"².

2) Les critiques que l'on peut adresser au PIB

Dans « Le bien être des Nations » (2001), l'OCDE rappelle que la croissance économique ne s'accompagne pas nécessairement d'une augmentation du bien être et par ailleurs, que PIB et bien-être économique ne se recoupent pas (le second agrégat étant plus large que le premier) : le PIB n'est qu'un indicateur parmi d'autres de certains aspects du bien-être. Il y a des indices de tendances divergentes entre la croissance du PIB et le bien-être. Mais il est difficile de mesurer le bien-être même si un certain nombre d'indicateurs ont été récemment mis en place par l'OCDE.

Si je voulais résumer ma principale critique à l'égard de l'usage du PIB comme indicateur de bien-être ou de richesse je dirais que ses évolutions ne nous renseignent pas, ne donnent pas d'information ou de signaux fiables sur les risques que certains facteurs peuvent faire peser sur le développement de la société. L'idée essentielle me semble-t-il c'est que ce que nous poursuivons, c'est la survie – au pire – et l'amélioration du développement de la société. Mais cette idée de survie – état limite – me semble importante à bien comprendre : fondamentalement, ce à quoi nous sommes attachés, collectivement, c'est au maintien, à la poursuite, à l'inscription dans la durée de notre société. Ce qui signifie éviter les états limites où elle pourrait disparaître (guerre civile, guerre, pollution majeure...) et promouvoir les facteurs susceptibles de la faire se maintenir. Ces facteurs négatifs ou positifs ne ressortissent pas tous à la

¹ibidem

²Rapport sur le développement humain, 1998, PNUD

production : le développement d'une société ne dépend pas seulement de la valeur des biens et services produits mais aussi de beaucoup d'autres éléments : la qualité de l'air, de l'eau, l'aptitude des individus à la paix, leur capacité à être autonomes, leur niveau d'éducation, de santé, la capacité à ce qu'ils subsistent dans une relative égalité des conditions...

C'est là, me semble-t-il, le point essentiel : que cherchons nous collectivement ? Quels sont les ingrédients non pas tant d'une société bonne que d'une société « solide ». Jusqu'ici on a toujours fait comme si la croissance économique allait de pair avec l'amélioration du niveau de vie de tous, la démocratie... bref une amélioration consécutive de tous les autres éléments. Comme si la croissance économique alimentait, nourrissait la croissance des autres éléments (le social)... Or, il est possible que les choses ne se soient pas toujours passé ainsi ou ne se passent plus ainsi et notamment que la croissance ait désormais des gains de bien être, sociaux, politiques, et écologiques, décroissants. Il est nécessaire dès lors d'analyser scrupuleusement non seulement les évolutions de la croissance de la production et de la consommation mais aussi celle du patrimoine écologique et social. D'un ensemble plus vaste que les seuls biens et services produits. Jusqu'ici la croissance de cet ensemble était le signe d'un bien être global. Il n'en va sans doute pas totalement ainsi.

Plus précisément, il me semble que l'on peut regrouper les critiques adressées à cet usage du PIB sous deux principaux chefs :

- le PIB ne valorise pas des types d'activité ou des temps pourtant extrêmement important pour le développement des sociétés (on a coutume de parler du loisir et des activités ménagères parce que l'on se situe dans une optique de reproduction, je préférerais qualifier ces temps et parler de « temps avec les proches », qu'il s'agisse des enfants, de la famille, des amis, ou du « temps démocratique ») qui sont des temps essentiel pour la survie et le maintien des sociétés mais aussi pour le bonheur des individus mais qui sont pourtant considérés comme improductifs, productifs de rien. Donc le PIB compte pour zéro des temps essentiels au bien être individuel et social (c'est bien pour cette raison par exemple qu'il est très difficile de mettre en évidence les « gains de la RTT » qui ont pourtant existé pour un certain nombre de personnes, notamment pour les femmes qui travaillaient à temps complet, ou pour les pères, ou pour les enfants), pas plus qu'il ne valorise le fait que les citoyens aient une espérance de vie de plus en plus longue ou qu'ils soient moins barbares, qu'ils y aient de plus en plus de personnes civilisées ;

- le PIB ne s'intéresse pas à la manière dont la contribution à la production et les revenus issus de celle-ci sont répartis entre les membres de la société (et ne peut donc pas donner de signaux sur d'éventuels facteurs de décohésion sociale) ;

- il ne prend pas en compte les dégâts occasionnés à l'occasion de la production, la production d'externalités, les atteintes au patrimoine collectif dont est doté une société donnée à un temps t. En face de l'acte de production, en face de la valeur

ajoutée produite, nulle soustraction (ou addition) d'un compte de capital ou de patrimoine sur lequel on a agi, qui a vécu des transformations.

Pour suivre ces facteurs (ceux qui peuvent favoriser un éclatement de la société, disparition, balkanisation et ceux qui peuvent améliorer son développement), il est nécessaire de suivre les évolutions d'un ensemble, d'un agrégat beaucoup plus large que la seule production. De suivre les évolutions d'une sorte de « patrimoine » collectif constitué de plusieurs sous-ensembles.

Il est donc nécessaire de passer à un autre type de référent que la seule production. De la production à quelque chose de plus large et plus composite, à un autre type de capital ou de patrimoine de référence dont on suivrait les évolutions.

La question de la description et de la composition de ce capital est très importante. Comme le raconte Vanoli, on a pas mal travaillé sur la question des atteintes à un capital dont nous reconnaissons aujourd'hui l'existence, un capital « naturel » ou écologique qui se présente aujourd'hui dans un certain état, celui dont nous héritons collectivement : il est constitué d'eau, d'air, d'espèces, de forêts, d'espèces végétales et animales, d'espaces, de paysages, de ressources auxquelles on peut ou non donner une valeur monétaire... Les actes de production, on le sait fort bien maintenant, et les actes de consommation ont sur ce capital un effet qui peut venir le diminuer, qui peut le changer.

Pour suivre avec autant de précisions les évolutions de ce capital là, il faudrait non seulement avoir un recensement précis (qui a commencé) mais peut être aussi lui affecter une valeur. On sait que tout le problème lorsque l'on veut non seulement suivre les évolutions d'un stock mais en plus les mettre en rapport avec une grandeur monétarisée, la production d'une valeur ajoutée par exemple, est qu'ils n'ont pas de valeur en soi. Il n'en reste pas moins qu'il paraît tout à fait impossible aujourd'hui de regarder la performance des sociétés sans regarder la manière dont elles abiment ou améliorent plus ou moins ce capital naturel et écologique. Car on peut penser que certaines auront le même niveau de production et généreront la même valeur ajoutée que les autres en abimant moins, en conservant mieux le patrimoine naturel et social.

Le même raisonnement doit me sembler-il, et de toute urgence, avec un autre type de patrimoine, beaucoup plus difficile à définir. On pourrait l'appeler « capital social » si le terme n'avait pas déjà été pris dans un sens très différent. Il y a bien aussi une sorte de patrimoine dont nous héritons, constitué grossièrement de l'état de santé des personnes de la société, de la capacité de cette société à maintenir ce capital – un capital santé – , mais aussi du niveau d'éducation moyen des personnes composant cette société et peut-être aussi un capital emploi qui représenterait une sorte de stock des emplois existants avec leur « qualité », capital qui permet d'avoir un revenu et de faire face aux différents risques de la vie (capacité des personnes à vivre de façon autonome). On peut ranger aussi dans cette catégorie le capital humain qui ne se résume cependant pas au nombre d'années d'études réalisées. On pourrait ranger dans cette catégorie l'existence de systèmes permettant aux personnes de faire face

aux risques et aussi aux institutions de produire du vivre ensemble (les syndicats...). Tout cela est fruit de l'histoire et présente un certain état que les opérations de production peuvent améliorer ou dégrader.

Je voudrais prendre deux exemples, de nature micro-économique, mais qui peuvent nous servir pour un raisonnement plus macro-social pour illustrer cela. Les entreprises sont confrontées – notamment certaines d'entre elles – à des contraintes de plus en plus fortes qui les obligent à être de plus en plus flexibles. Nous avons mené à la DARES un gros programme de recherches sur les rapports entre flexibilité et performances. Quelques années après la mise en œuvre de diverses mesures de flexibilité, on continue à regarder seulement la contribution des entreprises à la production nationale mais pas les diverses atteintes qui auront pu être faites au patrimoine, au capital social. Quand je parle d'atteintes je pense par exemple aux mesures de flexibilité consistant à substituer de la main d'œuvre temporaire à de la main d'œuvre stable, à externaliser, à moduler le temps de travail en empiétant sur la vie familiale des salariés, à réduire les effectifs. Toutes ces mesures déforment bien le petit capital social constitué des salariés qui travaillaient dans l'entreprise.

Ces mesures vont avoir divers effets certains sur la santé des personnes, d'autres sur leur mortalité...En face des diverses mesures prises par les entreprises, il faudrait pouvoir indiquer des atteintes qui sont à la fois des atteintes individuelles (voir l'étude du Center for european Labour Market Studies de Götteborg relatée par le Monde Initiatives qui montre que le licenciement accroît la morbidité et met en évidence le lien entre réduction de l'espérance de vie des salariés et perte d'emploi : « sur le court terme, le risque de mortalité s'accroît chez les hommes. On constate une augmentation de 50% du risque de mortalité sur le court terme. A long terme, le licenciement raccourcit l'espérance de vie. Il ne s'agit pas de lourdes restructurations mais de la destruction graduelle et continue des emplois. Il en va de même selon une enquête française qui montre que toutes choses égales par ailleurs la surmortalité des chômeurs est 2,3 fois supérieure à celle des hommes actifs) et qui ont également un cout en dépenses d'indemnisation chômage, dépenses de politiques pour l'emploi, dépenses de santé...Notre programme de recherches a mis en évidence – comme Jean Gadrey l'avait également montré à un moment -, comment les entreprises pouvaient recourir à des combinaisons différentes de flexibilité, les unes plus socialement coûteuses que les autres.

Une autre recherche a montré précisément que les entreprises ayant procédé à des réductions d'effectifs loin d'avoir augmenté leur simple performance financière avait bien souvent sacrifié leur productivité et leurs actifs essentiels (Arnaud Degorre et Bénédicte Reynaud) : « Les caractéristiques des entreprises qui réduisent le volume d'emploi des salariés non qualifiés et qualifiés en 1996 sont les suivantes : grande taille ; performances médiocres, qui ont eu tendance à se dégrader entre 95 et 96. *« Ces entreprises qui ont déjà eu recours au temps partiel emploient une assez forte proportion de salariés de plus de 50 ans et de femmes et sont par conséquent en déclin sur des marchés où la pression concurrentielle est forte. Tels sont les principaux enseignements du modèle logit »*. L'analyse de la composante spécifique des réductions de l'emploi dans

l'évolution des performances économiques indique que ces entreprises ont adopté une stratégie de downsizing, en cédant les activités rentables plutôt que de réorganiser les activités non rentables. Cette stratégie, contrairement à ce que conclut l'estimation naïve, n'améliore qu'en apparence les performances économiques et financières et la hausse des résultats qui en découle est un artifice comptable. « *La dégradation de la productivité du travail ainsi que la chute continue de l'emploi, après 1996, montrent l'ampleur de l'échec à long terme de cette stratégie* »....

Le problème est donc bien de mesurer l'impact de certaines décisions de production sur le capital individuel, de l'entreprise, social...Pour l'instant, tant que nous ne disposons pas d'une représentation même grossière de ce « capital », nous faisons comme si cela n'avait pas d'effet. Ces effets passent par pertes et profits...On ne met pas les effets individuels et collectifs (atteintes diverses et coûts de réparation) en face des décisions des entreprises et des bénéfices engendrés, en face de la VA produite, ce qui donne une image complètement déformée de la réalité.

Il me semble que l'on doit aussi regarder quand on compare les performances de différentes sociétés leur capacité à faire travailler le plus de personnes, leur taux de chômage, leur taux d'activité féminin, ...CCI : il faudrait réussir à mettre en évidence, d'une part, comment les décisions des entreprises entament plus ou moins le capital écologique et social général, d'autre part, comment, par agrégation, l'ensemble de l'acte productif s'accompagne de dégradation de ces mêmes patrimoines.

Est-ce le terme de capital social qui convient pour décrire ce capital qui peut être abimé à l'occasion de la production et concerne tant la santé que la capacité à obtenir un revenu de façon autonome et de se protéger des différents risques ? Il y a quelques années l'OCDE a produit un rapport – très intéressant – qui revenait sur la différence entre PIB et bien être, et où était parfaitement indiqué que le PIB ne pouvait être un indicateur de bien être, que le bien être était bien plus large et que le PIB produisait des externalités, des « regrettables ». Le rapport indiquait ainsi qu'on devait tenir compte des autres « capitaux », le capital naturel mais aussi et surtout le capital humain et le capital social, en mettant d'ailleurs moins l'accent sur les dégâts qui pouvaient être occasionnés à l'occasion de la production sur ces capitaux que sur la nécessité de plus les valoriser car ils apportaient une contribution de plus en plus forte au bien être et en fin de compte au PIB. Mais ce concept de capital social, directement hérité de Putnam, n'était pas le bon ou ne pouvait pas servir en cette matière. On lira les critiques définitives qu'adresse Sophie Ponthieux à ce concept putnamien mais le problème est surtout qu'il ne se présente précisément pas comme un capital, un stock de richesse qui pourraient subir des atteintes. Or il me semble bien que c'est ainsi qu'il faut présenter les choses si l'on veut ensuite mettre en évidence les performances relatives des entreprises et des pays.

C'est une entreprise difficile parce qu'évidemment là aussi il faudrait un inventaire de ce que nous considérons comme une richesse et à quoi il pourrait être porté atteinte. Mais des exemples récents (l'amiante) permettent d'avancer

sur cette voie : la santé des personnes constitue à l'évidence un des éléments de ce capital et toute atteinte anormale devrait être signalée. De même on a produit récemment des indicateurs de qualité de l'emploi ou des indicateurs qu'on pourrait appeler de cohésion sociale qui pourraient être utilement mobilisés. Le Conseil européen de Lisbonne a érigé la qualité de l'emploi en préoccupation officielle en 2000 et a commencé à se doter d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de suivre les évolutions de celle-ci. En 2001, L'Union européenne a intégré la qualité de l'emploi dans les priorités de la politique de l'emploi et a constitué à cet effet une liste d'indicateurs. Dix indicateurs clés ont été retenus qui concernent tant la qualité intrinsèque de l'emploi que la formation tout au long de la vie, l'égalité entre les hommes et les femmes, la santé et la sécurité au travail, la flexibilité et la sécurité, l'insertion et l'accès au marché du travail, l'organisation du travail et l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, le dialogue social et la participation des travailleurs, la non-discrimination, les performances économiques et la productivité.

Cela revient à définir les éléments de cet introuvable troisième pilier du développement durable, de la dimension sociale du développement durable.

Voilà pour le premier moment : ce à quoi nous devrions nous intéresser c'est à la croissance d'un ensemble beaucoup plus large que la seule production, d'un patrimoine général qui nous échoit, que la production contribue certes à augmenter mais aussi à diminuer.(capital naturel+humain+social)

Avec plusieurs questions : faut-il d'un côté le PIB et de l'autre des indicateurs mettant en évidence l'évolution des principaux stocks qui nous intéressent ? Des indicateurs multiples ou un synthétique ? Faut-il tout monétariser ou pas ? Faut-il suivre de façon indépendante la production et les autres indicateurs ou ne regarder que les dégradations apportées aux capitaux du fait de la production (tout est-il imputable à la production et à la consommation) ?

Et l'essentiel qui est que nous avons le choix : de même qu'un certain nombre d'entreprises ont le choix entre plusieurs types de modalités ou de combinaisons productives pour produire la même chose (avec des atteintes au patrimoine collectif différentes) , la société peut aussi choisir entre différents scénarios productifs plus ou moins coûteux en ressources sociales et naturelles.

3) Existe-t-il des indicateurs alternatifs ?

Il en existe énormément depuis une dizaine d'années. J'utiliserai ici principalement le rapport de Florence Jany-Catrice et Jean Gadrey réalisé pour la DARES et que l'on trouve in extenso sur le site du Ministère du Travail et je présenterai deux grandes classes d'indicateurs : - les indicateurs alternatifs au PIB ; les indicateurs visant à corriger le PIB.

*** les indicateurs alternatifs au PIB**

- *le premier et le plus ancien est celui du PNUD : IDH (indicateur de développement humain).*

Le PNUD publie depuis 1990 un rapport annuel sur le développement humain dans le monde. Cet indicateur est la moyenne de trois indicateurs permettant chacun de classer les pays sur une échelle de 0 à 1 : le PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat), l'espérance de vie à la naissance, et le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation). Le PNUD a, par la suite, publié annuellement trois autres indicateurs synthétiques. D'abord, à partir de 1995, l'IDSH (Indicateur "Sexospécifique" de Développement Humain, qui permet d'évaluer les différences de situation des hommes et des femmes sous l'angle des trois critères retenus pour caractériser le développement humain). À partir de 1995 également, l'IPF, Indicateur de Participation des Femmes à la vie économique et politique, qui complète le précédent. Et, à partir de 1997, l'IPH, Indicateur de Pauvreté Humaine, qui signale des manques, des privations ou exclusions fondamentales d'une partie de la population, avec une variante 1 pour les pays en développement et une variante 2 pour les pays développés. Un dernier indicateur a été ajouté en 2001, l'IDT, Indicateur de Développement Technique.

Tableau 1. Les principaux indicateurs du PNUD pour les pays développés : les classements

Classement IDH (1999)	Classement selon le PIB/habitant	Valeur IDH 1975	Valeur IDH 1999	Pauvreté : IPH-2 (1999) (en % de la population)	Inégalités de DH femmes/hommes ISDH (1999)	Inégalités de participation femmes/hommes IPF (1999)
1. Norvège	3	0,856	0,939	1. Suède (6,8%)	1. Norvège (0,937)	1. Norvège (0,836)
2. Australie	12	0,842	0,936	2. Norvège	2. Australie	2. Islande
3. Canada	6	0,867	0,936	3. Pays-Bas	3. Canada	3. Suède
4. Suède	17	0,862	0,936	4. Finlande	4. États-Unis	4. Finlande
5. Belgique	9	0,845	0,935	5. Danemark	5. Suède	5. Canada
6. États-Unis	2	0,861	0,934	6. Allemagne	6. Islande	6. N-Zélande
7. Islande	4	0,860	0,932	7. Luxembourg	7. Belgique	7. Pays-Bas
8. Pays-Bas	13	0,860	0,931	8. France	8. Pays-Bas	8. Allemagne
9. Japon	11	0,851	0,928	9. Japon	9. Finlande	9. Australie
10. Finlande	15	0,835	0,925	10. Espagne	10. France	10. États-Unis
11. Suisse	5	0,872	0,924	11. Canada	11. Japon	11. Autriche
12. Luxembourg	1	0,826	0,924	12. Italie	12. R-Uni	12. Danemark
13. France	16	0,846	0,924	13. Belgique	13. Danemark	13. Suisse
14. R-Uni	19	0,839	0,923	14. Australie	14. Suisse	14. Belgique
15. Danemark	8	0,866	0,921	15. R-Uni	15. Allemagne	15. Espagne
16. Autriche	10	0,839	0,921	16. Irlande	16. Autriche	16. R-Uni
17. Allemagne	14	-	0,921	17. États-Unis (15,8%)	17. N-Zélande	17. Barbade
18. Irlande	7	0,816	0,916		18. Irlande	18. Irlande
19. N-Zélande	22	0,846	0,913		19. Luxembourg	19. Bahamas
20. Italie	18	0,827	0,909		20. Italie (0,903)	20. Portugal (0,629)

On constate notamment que les pays nordiques obtiennent la meilleure place dans presque toutes les catégories, et surtout dans le domaine de la réduction des inégalités sous diverses formes (pauvreté, inégalités entre hommes et femmes)

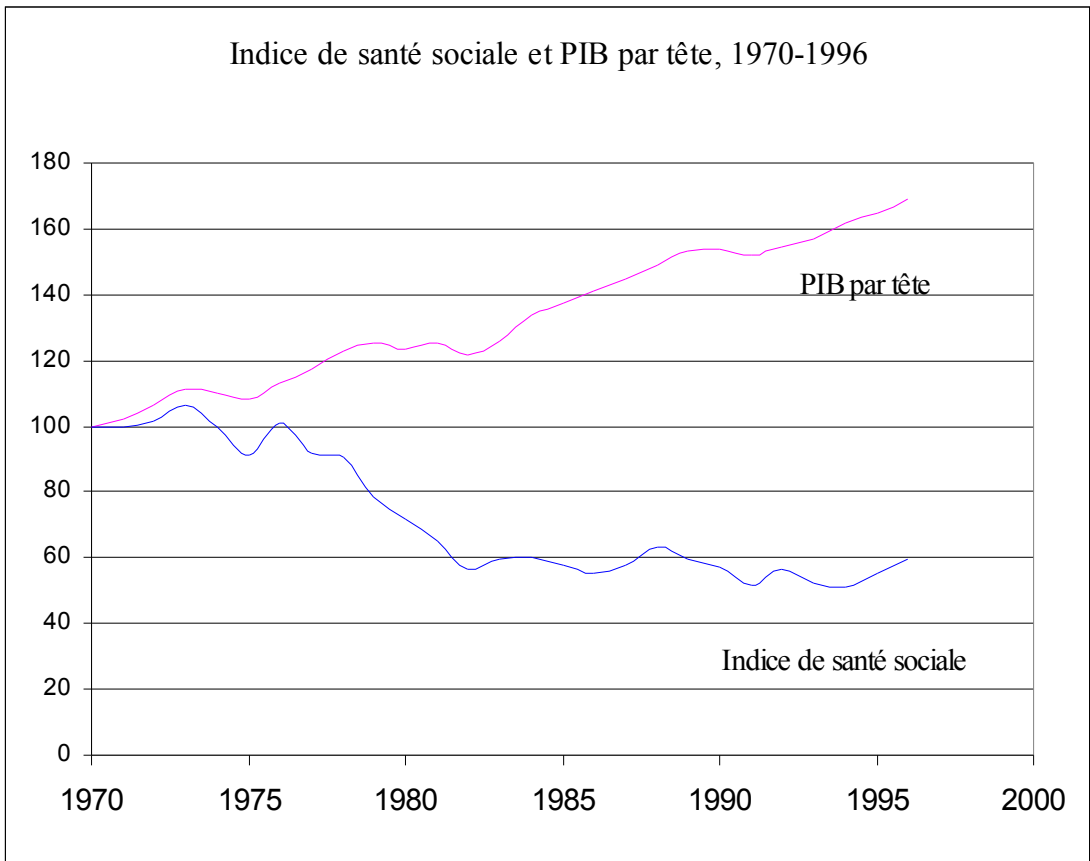
* . *L'indice de santé sociale des Miringoff*

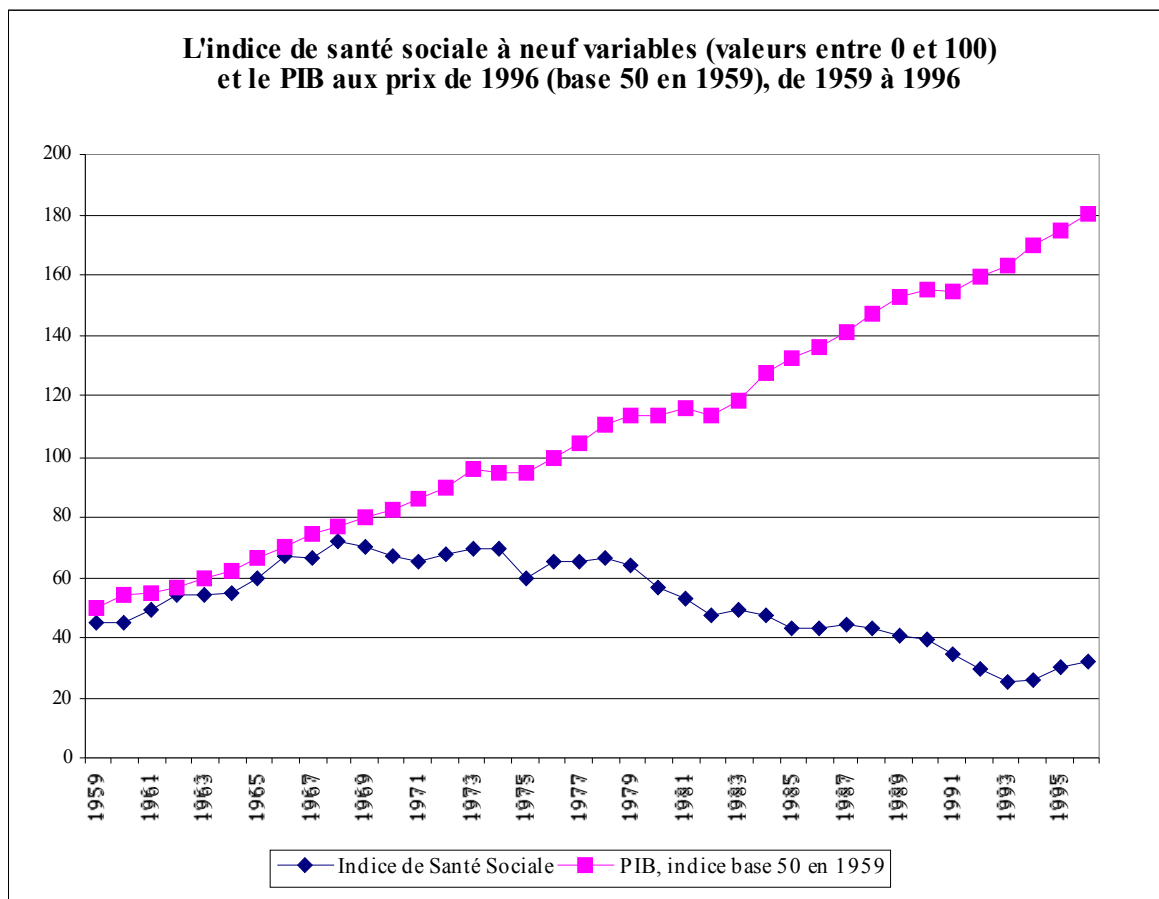
L'Index of Social Health, indice de santé sociale est calculé à partir de 16 indicateurs élémentaires et présenté dans "The Social Health of the Nation" (Oxford University Press, 1999).

Tableau 2. Les composantes de l'indice de santé sociale

Children	Youth	Adults	Elderly	All Ages
Infant mortality (mortalité infantile)	Youth suicides (suicide des jeunes)	Unemployment (chômage)	Persons 65 and over in poverty (pauvreté des plus de 65 ans)	Violent crime (délinquants violents)
Child abuse (maltraitance des enfants)	Drug use (usage de drogues)	Average weekly earnings (salaires hebdomadaires moyens)	Life expectancy, aged 65+ (espérance de vie à 65 ans)	Alcohol-related traffic fatalities (accidents de la route mortels liés à l'alcool)
Child poverty (pauvreté infantile)	High school drop-outs (abandons d'études universitaires)	Health insurance coverage (couverture par l'assurance maladie)		Affordable Housing (accès à un logement d'un prix abordable)
	Teenage births (enfants nés de mères adolescentes)			Inequality in family income (inégalités de revenu familial)

A été publié à de nombreuses reprises le graphique présentant les deux courbes du PIB et de l'ISH depuis les années soixante dix. Ce genre de graphique, on le verra, présente toujours la même disposition, le PIB continuant sa progression et l'indice de bien-être déclinant à partir de 1973.





* *L'indice de bien-être économique de Osberg et Sharpe*

En 2000, Osberg et Sharpe ont présenté un indice de bien-être économique pour six pays de l'OCDE, situant pour chaque pays, sur un même graphique, la croissance du PIB et celle de leur propre indice synthétique. Les auteurs sont venus présenter leurs travaux à la DARES en 2003 et le débat a été retranscrit dans la revue Travail et Emploi³

³ Evaluer le bien-être économique, Travail et Emploi, janvier 2003

Composants et pondérations de l'Indice de Bien-être Économique dans sa version initiale

Composants	Critères retenus
Consommation (0,4)	Consommation marchande par tête
	Dépenses gouvernementales par tête
	Travail domestique non rémunéré (valeur monétaire)
Stocks de richesses (0,1)	Stock de capital physique par tête (valeur monétaire)
	R&D par tête (valeur monétaire)
	Ressources naturelles par tête (valeur monétaire)
	Capital humain (coûts de l'éducation par personne)
	Moins : dette extérieure nette par tête
	Moins: coût de la dégradation de l'environnement (coût social estimé des émissions de CO2)
Egalité (0,25)	Prévalence de la pauvreté
	Coefficient d'inégalité de Gini (revenus après impôts)
Sécurité économique (0,25)	Risques de chômage
	Risques économiques liés à la maladie
	Risques de pauvreté des familles monoparentales
	Risques liés à la pauvreté pour les personnes âgées

L'indice d'Osberg et Sharpe est très séduisant notamment par sa décomposition en plusieurs sous-ensemble qui permettent de mettre en évidence quelle dimension contribue le plus à la dégradation et quel est l'impact des pouvoirs publics : 15 critères composent quatre domaines : les flux de consommation, les stocks de richesses, les inégalités et la pauvreté, et l'insécurité économique. Plusieurs éléments sont importants dans la proposition d'Osberg et Sharpe :

- le premier c'est le fait de partir de l'idée que chaque société, inscrite dans un territoire donné avec ses ressortissants, ses institutions, dispose d'un patrimoine (patrimoine tout à la fois de biens physiques, naturels, culturels, d'un état donné de santé, d'éducation, de sécurité) et que les évolutions de ce patrimoine importent tout autant que les évolutions de la seule production ou du revenu tiré des échanges de biens et services. Il y a donc l'idée que nous

héritons à chaque moment d'un système que nous devons maintenir ou améliorer et que nous devons suivre les évolutions de ces ressources de la même manière que celles de ce que produisons à partir de ces ressources. L'idée sous-jacente à cela c'est bien que nous formons une société, un collectif, qui reçoit un patrimoine général dont nous devons suivre les différents états. Sharpe et Osberg parlent d'ailleurs de « société canadienne » de même que Miringoff parle lui aussi de « la société », la santé sociale d'une société donnée et ainsi, c'est cela qui me semble essentiel le fait de réintroduire le collectif et l'idée que ce collectif a un bien propre. C'est à ce titre qu'ils vont très loin, puisqu'ils prennent en considération non seulement les ressources qui pourront un jour aussi être vendues, mais également simplement celles dont nous disposons gratuitement, librement.

Donc tout ce que la CN n'avait pas pris : « le concept de patrimoine mis en œuvre dans les comptes nationaux peut paraître assez restrictif puisqu'il exclut les actifs ou les passifs situés en dehors de la sphère marchande, comme le patrimoine écologique ou le patrimoine naturel, ou encore le capital humain. Pour l'essentiel deux catégories d'exclus peuvent être distinguées. La première catégorie comprend des biens, tels le capital naturel ou le capital écologique auquel on ne peut attribuer une valeur marchande et qui ne sont en général pas appropriés par une unité déterminée. Ces biens constituent indéniablement des patrimoines, mais leur prise en compte en tant que tels ne peut s'opérer que dans un cadre plus large que celui lié à une approche marchande des patrimoines. La seconde catégorie d'exclus concerne des actifs dont l'intégration dans les comptes de patrimoine n'est envisageable qu'à la condition de remettre en cause certains concepts et traitements retenus actuellement en comptabilité nationale. Peuvent être rattachés à cette catégorie les biens durables possédés par les ménages et les biens militaires des administrations publiques, mais aussi le capital humain et les droits à la retraite en régime de répartition... »⁴. Ces différents éléments du capital social n'ont pas de valeur marchande appropriables par une unité déterminée et ne constituent pas une réserve de valeur au sens des comptes de patrimoine. Eux prennent en compte, notamment dans le premier papier, la valeur des ressources non encore exploitées, mais aussi des atteintes à l'air ou à l'eau, le capital humain, la recherche et développement, tantôt en donnant une valeur à ces éléments tantôt en retranchant du stock de richesse le coût de certaines dégradations, pour obtenir un stock net de richesse.

- c'est aussi parce qu'ils ont cette approche de la société comme collectif disposant d'un patrimoine et ayant une valeur qu'ils introduisent une seconde dimension, qui est celle de la répartition des revenus : ils prennent en compte non seulement la pauvreté mais aussi la disparité des revenus, ce qui est à mon avis le recto de l'idée que nous vivons en collectif et que celui-ci ne peut pas se permettre des écarts trop forts entre ses membres, car il en va de sa stabilité et de sa longévité. Cela suppose-t-il, comme le font valoir les économistes classiques, que chacun soit doté d'une répulsion pour les inégalités ? Non, cela suppose peut-être que l'on a compris que des inégalités trop fortes finissent par avoir un coût élevé ou ne sont pas cohérentes avec

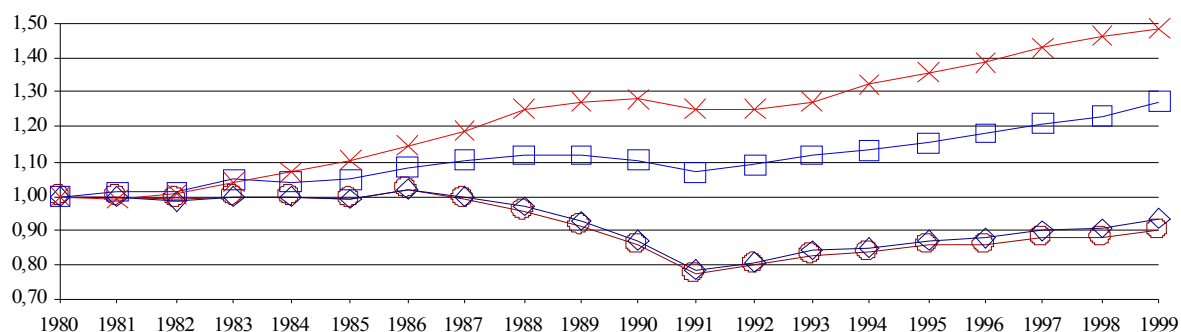
⁴ INSEE Méthodes consacré au patrimoine national : (1994)

l'idée d'inscription dans la durée de cette société (resserrement des conditions de vie, Tocqueville).

- peut-être encore plus originale que la première et la seconde (parce que la première avait fait l'objet de nombreuses tentatives dont celle de Tobin et Nordhaus mais aussi de tentatives de la part des comptables nationaux ou des spécialistes de l'environnement et parce que la seconde est plus classique) ils introduisent une troisième dimension à prendre en considération et qui est celle des risques, et plus généralement de l'insécurité économique. Ils rappellent qu'il n'y a pas de définition généralement reconnue de l'insécurité économique. En s'appuyant sur la Déclaration Universelle des droits de l'homme, ils analysent les évolutions des quatre grands risques sociaux : maladie, vieillesse, chômage et monoparentalité ou lieu simplement de survenue d'enfants, c'est à dire qu'ils rapatrient l'ensemble des quatre grands risques sociaux dans la construction de l'indicateur de bien-être économique et cela me semble évidemment très important, de même le lien entre l'augmentation des formes temporaires d'emploi et les pertes de revenu plus fréquentes associés au risque maladie (recul de la couverture de la sécurité sociale). Sont prises en considération, contrairement à ce que font la plupart de nos politiques publiques, non pas les dépenses d'assurance maladie mais la part restant à la charge des malades qui n'a cessé d'aller en augmentant et qui diminue le bien-être économique.

Cela est très intéressant, notamment parce que cela est très dépendant, précisément, des politiques publiques de prise en charge mises en œuvre. Il en va de même avec le chômage et les deux autres risques (ils mettent en évidence combien le recul de l'indemnisation du chômage explique la dégradation de l'indice de bien-être économique sur les 20 dernières années). On a en fait un indice de la sécurité économique, qui permet de mettre en évidence la forte contribution de l'insécurité due au chômage et à la monoparentalité aux faibles scores de l'indice de sécurité économique et de l'indice global de bien-être. Je trouve que c'est une piste d'autant plus intéressante qu'elle ne tient à aucun fondement moral (le coût du divorce) mais met plutôt en évidence des défaillances des politiques publiques de prise en charge ou de correction : le message c'est que contrairement à ce que l'on entend trop souvent les politiques de prise en charge des grands risques augmentent le bien-être économique.

Royaume-Uni



- Index of Wellbeing, Equal Weighting (0.25+0.25+0.25+0.25)
- ◇ Index of Wellbeing, Original Weighting (0.4+0.1+0.25+0.25)
- Index of Wellbeing, Alternative Weighting (0.7+0.1+0.1+0.1)
- × GDP per capita Index

* Les indicateurs procédant par correction du PIB

Ces travaux poursuivent la voie ouverte par Tobin et Nordhaus dans : Is Growth obsolete ?

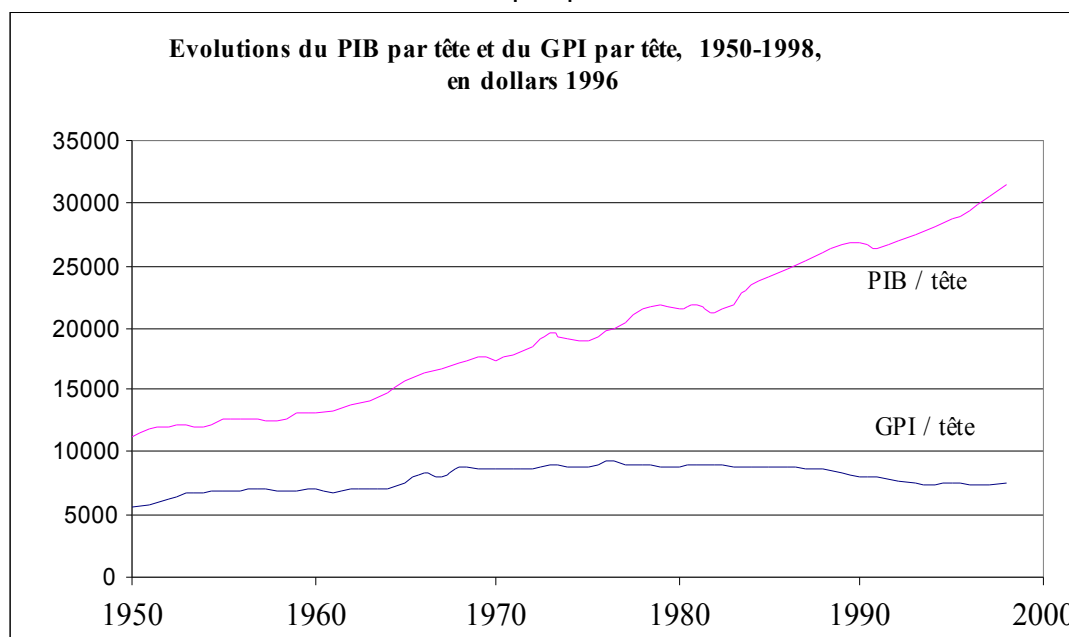
On peut notamment citer le GPI (Genuine Progress Indicator, Indicateur de Progrès Véritable

Le GPI américain en 1998 (en milliards de dollars).

Consommation personnelle	5153
Inégalités de revenus	768
Consommation personnelle ajustée par les inégalités	4385
AJUSTEMENTS	
Valeur du travail domestique	+1911
Services des biens durables	+592
Services de l'infrastructure routière	+95
Valeur du bénévolat	+88
Investissement net en capital physique	+45
Coûts de réduction de la pollution domestique	-12
Coûts de la pollution sonore	-16
Coût des délits	-28
Coûts de la pollution aérienne	-38
Coûts de la pollution de l'eau	-50
Coûts des "fractures" familiales	-59
Destruction d'anciennes forêts	-83
Coût du chômage	-112
Coûts des accidents automobile	-126
Réduction des terres cultivées	-130
Dette extérieure nette	-238
Diminution du temps de loisir	-276
Coût de la destruction de la couche d'ozone	-306

Pertes de terres humides (marécages...)	-363
Coûts des déplacements quotidiens	-386
Coût des biens durables	-737
Coûts des dommages environnementaux durables ("dette" environnementale)	-1054
Destruction de ressources non renouvelables (aux coûts de remplacement par des sources alternatives). Évaluation pour l'instant limitée aux énergies fossiles.	-1333
GPI	1770

Graphique 10



4) RSE et dimension sociale du développement durable

Il y a me semble-t-il 3 chantiers non déconnectés qui doivent être repris ensemble : la RSE, la dimension sociale du développement durable, les indicateurs synthétiques. Dans les trois cas il s'agit de chercher des indicateurs permettant de rendre compte de l'évolution de dimensions non économiques : qualité de la gestion des ressources humaines et des atteintes à l'environnement pour la RSE ; composants de ce que peut être le troisième pilier du développement durable... Dans tous les cas, il importe d'une part, de s'accorder sur les périmètres à analyser, et de définir les indicateurs permettant de rendre compte des évolutions, et, d'autre part, de voir comment peuvent communiquer les différents sous-ensemble : quelles incitations pour les entreprises à avoir une gestion plus responsable de leurs salariés et de leurs actions ; quel retour macro sur une production plus économe en patrimoine social et en ressources naturelles...